

# Fusion des régions : Le Centre prêt à marcher vers l'Ouest

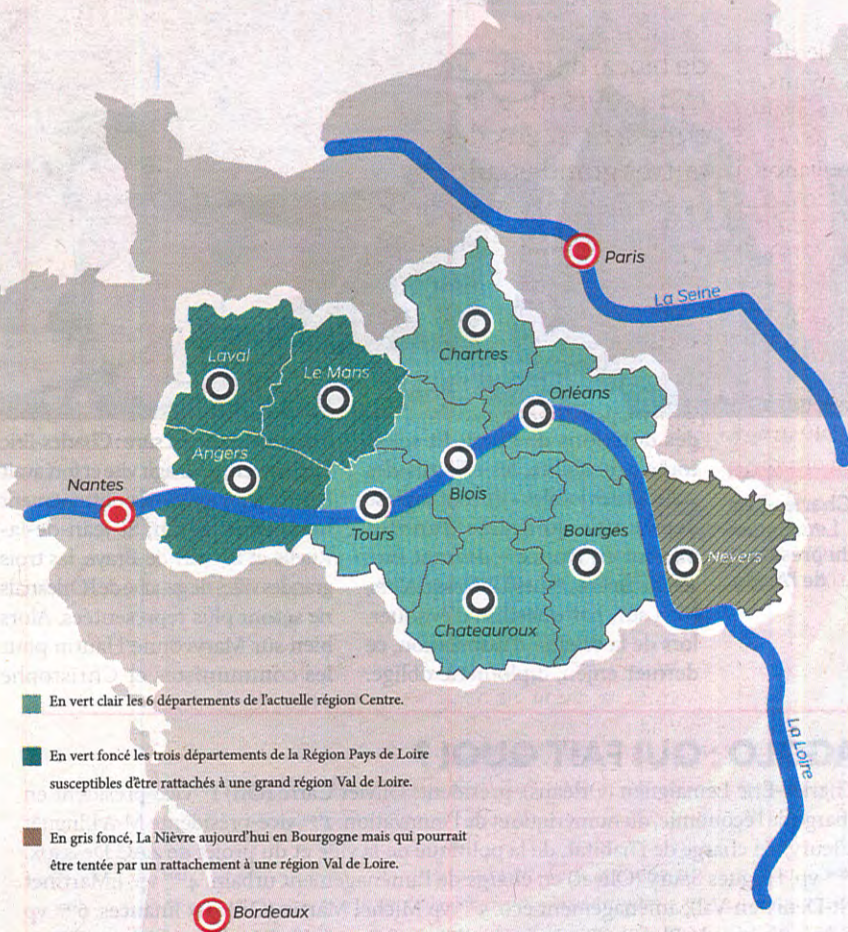
## TERRITOIRE

Si, sur le fond, la fusion des régions annoncée par Manuel Valls ne soulève pas un fort enthousiasme chez les élus de gauche et encore moins à droite, le principe d'une intégration à une future région Val de Loire de la Mayenne, de la Sarthe et du Maine-et-Loire semble faire consensus. Reste à savoir ce que devient Orléans, capitale régionale dans ce projet de nouveau schéma territorial.

Par Laurent Rouault

« **I**ly a aujourd'hui, moins de chevaux et plus de vélos le long de la Loire » soulignait, il y a quelques jours, non sans malice, François Bonneau, président de la Région Centre. Autant dire que l'élu socialiste pas franchement convaincu par le principe d'une fusion " pour le grand public, la région constitue plus une référence que les départements ", a pris acte du changement de tempo et d'époque que veut incarner le nouveau premier ministre. Alors, s'il faut fusionner la Région Centre, ses six départements et ses 2 millions d'habitants, une logique s'impose : le retour vers la Loire. Avec l'arrivée du Maine-et-Loire, de la Mayenne et de la Sarthe dans le giron d'une grande région Val de Loire. François Bonneau reste prudent mais il est plutôt favorable à cette architecture. Même constat pour le sénateur du Loiret Jean-Pierre Sueur, puissant

président de la commission des Lois. " Une grande région bâtie sur l'axe ligérien, de la Nièvre à Angers, il y a une vraie cohérence...Au passage, cela permettrait de changer de nom... car région Centre cela ne veut rien dire." Même constat partagé pour Xavier Beulin, président du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional et par ailleurs patron de la FNSEA, la plus importante organisation paysanne, pas franchement à gauche donc. Mais Xavier Beulin d'insister sur la nécessité d'agir vite. Pour que la Région Centre " n'hérite " pas que des départements laissés orphelins par d'autres entités territoriales explique-t-il en substance. Quant à Thibault Coulon, adjoint au maire UMP de Tours et conseiller régional, il exprime un soutien de principe à " l'extension vers le Val de Loire ". Et pas question de relancer la rivalité entre les deux agglomérations d'Orléans et de Tours. Si pour l'opinion publique,



très vite, se pose la question de la capitale régionale, pour les élus rien ne presse. Et pour cause, analyse Pierre Allorand, politologue et

professeur d'histoire à l'université d'Orléans. " Comme souvent dans les fusions, ce qui pose problème ce ne sont pas les territoires mais les capitales. Une

capitale administrative c'est beaucoup d'emplois et des emplois de haut niveau. Il y a un enjeu politique complexe et un enjeu économique ". Alors si Tours dans une hypothèse de " recentrage " régional vers l'Ouest occuperait une position géographique très centrale, idéale pour postuler au titre de capitale, aucun élu n'est prêt à aborder le dossier. Pour Thibault Coulon, " Tours a vocation à être une capitale universitaire, mais s'agissant de l'administration, si l'on commence à dire que nous devons aussi changer de capitale, les choses vont être très vite très compliquées ". D'autant qu'un des arguments de la fusion, c'est aussi de réaliser des économies. Et souligne François Bonneau : " A Orléans, il y a les bâtiments, dont un nouveau destiné à abriter les services du conseil régional qui vient d'être achevé. Alors s'il faut reconstruire ailleurs à grand frais... " Une chose est sûre les élus orléanais se batront bec et ongles pour défendre le statut d'Orléans capitale régionale. Mais le vrai enjeu n'est pas là, constate Pierre Allorand : " La fusion des régions est-elle une réponse adaptée pour simplifier le système administratif et réaliser des économies ? Pas sûr du tout. Sur le plan des économies, l'impact est très faible. Les vraies économies et la vraie simplification c'est la suppression des départements, un départage précis des compétences entre les métropoles et les régions ". Pas facile de faire accepter cela aux élus.